



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Secrétariat général du DFI SG-DFI
Service de lutte contre le racisme SLR

Service de lutte contre le racisme

Rapport 2017

Mars 2018

Table de matières

1	Bref point de la situation	3
2	Domaines d'activité	4
3	Subventions	4
3.1	Vue d'ensemble des projets	5
3.2	Aperçu financier	5
3.3	Répartition par région linguistique	6
3.4	Répartition régionale	7
3.5	Types de projets.....	7
3.6	Catégories de projets soutenus.....	8
4	Projets scolaires	8
5	Relations publiques	10
6	Service spécialisé Extrémisme dans l'armée	11
7	Perspectives 2018	11

1 **Bref point de la situation**

En 2017, le SLR a mis l'accent sur les domaines suivants :

Monitoring et rapports :

- Enquête *Vivre ensemble en Suisse* (présentation des résultats, enquête intermédiaire sur le racisme anti-Noirs, préparation de l'enquête intermédiaire 2019)
- Rapport 2016 sur la discrimination raciale en Suisse
- Étude sur le racisme anti-Noirs en Suisse (en ligne)
- Rapport 2017 sur les mesures de lutte contre l'antisémitisme en Suisse (en ligne)

Amélioration de la protection juridique contre la discrimination :

- Nouveau guide juridique en ligne
- Colloque *Accès à la justice en cas de discrimination raciale*

Assurance-qualité dans le domaine de la protection contre la discrimination

- Protection contre la discrimination dans la 2^e phase des programmes d'intégration cantonaux (PIC 2 ; 2018-2021)

Le présent rapport porte essentiellement sur les projets subventionnés.

2 Domaines d'activité

Le SLR a pour mission de contribuer à élaborer la politique de la Confédération en matière de prévention de la discrimination et du racisme et de promotion des droits humains et également de la mettre en œuvre. Il est notamment chargé d'encourager et de coordonner les activités aux niveaux fédéral, cantonal et communal, sur les plans technique et financier.

Ses activités sont réglées dans l'ordonnance sur les projets en faveur des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme¹. L'art. 3 décrit comme suit les tâches qui lui incombent :

- a. il encourage et coordonne les activités destinées à prévenir le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, et à promouvoir les droits de l'homme aux niveaux fédéral, cantonal et communal ;
- b. il coordonne ses activités avec l'administration fédérale, les commissions extraparlimentaires, les cantons, les communes et les conférences intercantionales compétentes ;
- c. il réalise des projets seul ou en collaboration avec des tiers ;
- d. il examine les projets de tiers, les accompagne et suit leurs progrès. Il évalue les projets ;
- e. il coordonne les projets de tiers ;
- f. il est responsable du travail de relations publiques lié aux projets.

Sa mission centrale est d'ancrer ces thèmes de manière transversale dans tous les domaines de la vie et à tous les niveaux de l'État. Pour ce faire, il réalise des projets, seul et avec des tiers, et propose son expertise aux autorités publiques, aux organisations de la société civile et aux particuliers. Par ailleurs, il peut soutenir financièrement des projets de lutte contre le racisme et en faveur des droits humains.

Le SLR coordonne ses activités avec les offices fédéraux, les commissions extraparlimentaires, les cantons, les communes et les conférences intercantionales compétentes.

Pour remplir sa mission, il disposait en 2017 de quatre postes (correspondant à 280 % en équivalents plein temps) et d'un poste de stagiaire. Un poste à 60 %, limité dans un premier temps à 3 ans, a en outre été créé sur le crédit de conseil du SLR (internalisation). Il est principalement consacré à la rédaction des rapports réguliers aux niveaux national (rapport bisannuel sur la discrimination en Suisse) et international (rapports aux organes de contrôle, notamment la CERD et le Conseil de l'Europe).

Le service spécialisé Extrémisme dans l'armée, rattaché au SLR sur le plan administratif, compte un poste à mi-temps (cf. chap. 6).

La Commission fédérale contre le racisme (CFR) a pour rôle de porter un regard critique sur la situation en Suisse et d'accompagner de ses conseils les activités des autorités sur ce thème. Outre son rôle de sensibilisation, cette commission extraparlimentaire est également chargée du monitoring des décisions de justice relevant de la norme pénale contre le racisme, l'art. 261^{bis} du code pénal².

3 Subventions

Le SLR aide les organisations et les particuliers qui souhaitent réaliser des projets de sensibilisation, de prévention et d'intervention à concevoir, à réaliser et à évaluer leur projet. Il accorde une importance particulière à la mise en réseau et à la collaboration entre les différents responsables de projets, ainsi qu'à la coordination des projets avec les activités des délégués cantonaux et communaux à l'intégration.

Les projets présentés par des institutions œuvrant aux niveaux cantonal et communal, par des ONG et des associations, des écoles ou des particuliers peuvent être soutenus

¹ Ordonnance du 14 octobre 2009 sur les projets en faveur des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme (RS 151.21)

² Pour plus d'informations sur la mission et les activités de la CFR, voir le site Internet : www.ekr.admin.ch/f.

financièrement, conformément aux conditions posées par l'ordonnance sur les projets en faveur des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme.

En 2017, le SLR disposait pour ce faire de 900 700 francs.

Un tiers de cette somme environ (soit 350 000 francs pour 2017) est consacré aux projets scolaires, lesquels sont évalués et encadrés par la fondation *éducation 21*, en concertation avec la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Ces travaux d'évaluation et de suivi ainsi que les activités d'*éducation 21* en tant que service scolaire de conseil pour les questions de racisme et de droits humains sont subventionnés à hauteur de 100 000 francs, en fonction de la charge occasionnée.

En 2017, le SLR disposait donc de 250 000 francs pour les aides financières aux projets scolaires, et de 550 700 francs pour les autres projets.

➔ **Les projets bénéficiant d'aides financières peuvent être consultés dans la rubrique *Projets soutenus* du [portail de gestion des aides financières](#) du SLR en faisant une recherche par nom, langue, région, portée, type, date de début ou catégorie du projet (taille).**

3.1 *Vue d'ensemble des projets*

Le nombre de projets soumis en 2017 était moins élevé que l'année précédente. Pas moins de 67 projets ont été retenus parmi les 87 déposés. La part des projets approuvés avoisine ainsi les 80 %.

Décision	Nombre en 2017	en %	Nombre en 2016	en %
Acceptés	67	77 %	70	67 %
Rejetés	15	17 %	21	20 %
Retirés	5	6 %	9	8 %
Rejetés pour vice de forme	--	--	5	5 %
Total	87	100 %	105	100 %

Comme les années précédentes, aucun recours n'a été déposé contre une décision du Département fédéral de l'intérieur (DFI) en 2017.

3.2 *Aperçu financier*

	2017	2016	2015	2014
Grands projets (budget total > 10 000 francs)	36	43	36	36
Petits projets (budget total ≤ 10 000 francs)	10	12	17	10
Projets scolaires	21	15	9	20
Total	67	70	62	66

Le budget disponible n'a pas été totalement utilisé (solde de 185 300 francs).

Le montant total des aides financières allouées en 2017 s'élève à 674 200 francs. L'écart par rapport au montant annuel disponible, de 900 700 francs, s'explique par le fait que, pour les projets qui se déroulent sur plusieurs années, les aides financières sont échelonnées en fonction des étapes prévues. La somme allouée est donc répartie sur les années suivantes.

S'agissant des projets scolaires en particulier, de nombreux paiements dus en 2017 étaient liés à des projets acceptés les années précédentes.

Les subsides accordés par d'autres organismes (autorités cantonales et communales, œuvres d'entraide, fondations et particuliers) sont largement supérieurs à ceux du SLR. En 2017, la somme totale accordée par ce dernier s'est élevée à 13 % seulement du budget global des projets, un chiffre qui a même encore baissé par rapport à l'année précédente. Même pour les petits projets et les projets scolaires, qui reçoivent généralement moins de soutien, la part du SLR représente en moyenne moins du quart du budget.

2017	Aides financières	Budget du projet	Part SLR en %
Grands projets (budget total > 10 000 francs)	383 000	3 600 263	1 %
Petits projets (budget total ≤ 10 000 francs)	21 000	90 031	23 %
Projets scolaires	270 200	1 420 611	19 %
Total (moyenne)	674 200	5 110 905	13 %

2016	Aides financières	Budget du projet	Part SLR en %
Grands projets (budget total > 10 000 francs)	334 500	2 950 637	11 %
Petits projets (budget total ≤ 10 000 francs)	64 300	85 954	75 %
Projets scolaires	133 800	431 374	31 %
Total (moyenne)	532 600	3 467 965	15 %

3.3 Répartition par région linguistique

La part des projets de Suisse romande parmi ceux qui ont été acceptés est similaire à celle de 2016 et reste, avec 39 % (26 projets), proportionnellement élevée par rapport à sa population. Le nombre de projets issus du Tessin reste faible. Au total, neuf projets étaient plurilingues.

Langue	Nombre en 2017	en %	Nombre en 2016	en %
D	40	60 %	40	57 %
F	26	39 %	27	39 %
I	1	1 %	3	4 %
Total	67	100 %	70	100 %

3.4 Répartition régionale

La répartition régionale³ présente seulement quelques légères différences par rapport à 2016 : la plupart des projets viennent du Plateau (espace Mittelland) et de la région lémanique. Le nombre de projets Zurich et Suisse orientale et du Nord-Ouest est resté stable, mais s'inscrit en hausse pour la Suisse centrale. Malheureusement, un seul projet issu du Tessin a pu bénéficier d'un soutien.

Région	Nombre en 2017	en %	Nombre en 2016	en %
Espace Mittelland	21	31 %	26	37 %
Région lémanique	17	25 %	17	24 %
Suisse du Nord-Ouest	7	11 %	6	9 %
Suisse orientale	4	6 %	4	6 %
Tessin	1	1 %	3	4 %
Suisse centrale	7	11 %	3	4 %
Zurich	10	15 %	11	16 %
Total	67	100 %	70	100 %

3.5 Types de projets

En 2017 comme l'année précédente, les projets les mieux représentés ont été ceux des catégories *Manifestation/conférence/journée*, *Formation/outil didactique* et *Prévention de la violence raciste*. Cette année encore, aucun projet n'a été déposé pour la création d'une organisation.

L'éventail des projets ayant bénéficié d'un soutien est large : formations continues et ateliers sur la diversité culturelle (p. ex. dans les écoles de police et auprès des services sociaux), exposition sur les derniers rescapés de l'Holocauste en Suisse, projets de sensibilisation et de médiation sur les gens du voyage et les Roms en Suisse, colloque sur le racisme anti-Noirs (dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine de l'ONU), exposition itinérante sur le thème de la migration et de l'homosexualité, projets théâtraux et ateliers scolaires de lutte contre le racisme et nombreux projets dans le cadre de la Semaine contre le racisme (qui a lieu en mars chaque année).

Type de projet	Nombre en 2017	en %	Nombre en 2016	en %
Exposition	5	8 %	8	12 %
Formation/outil didactique	14	21 %	16	23 %
Communication interculturelle/médiation	7	11 %	7	10 %
Publication	1	1 %	1	1 %
Création d'une organisation	--	--	--	--

³ Les régions correspondent au découpage de l'OFS : *région lémanique* : GE, VD, VS ; *espace Mittelland* : BE, FR, NE, SO, JU ; *Suisse du Nord-Ouest* : AG, BL, BS ; *Suisse orientale* : AI, AR, GL, GR, SG, SH, TG ; *Suisse centrale* : LU, NW, OW, SZ, UR, ZG.

Prévention de la violence raciste	21	31 %	10	14 %
Sport	2	3 %	1	1 %
Théâtre	2	3 %	5	7 %
Manifestation/conférence/journée	15	22 %	22	32 %
Total	67	100 %	70	100 %

3.6 Catégories de projets soutenus

	Nombre en 2017	en %	Nombre en 2016	en %
Grands projets (budget total > 10 000 francs)	36	54 %	43	61 %
Petits projets (budget total ≤ 10 000 francs)	10	15 %	12	17 %
Projets scolaires	21	31 %	15	22 %
Total	67	100 %	70	100 %

Les petits projets, dont le budget ne dépasse pas 10 000 francs, sont subventionnés à hauteur de 5000 francs au maximum. Le nombre de demandes 2017 est resté stable par rapport à 2016.

Par rapport à leur modeste budget, les petits projets génèrent des coûts administratifs élevés pour le SLR. Ils font toutefois sens car ils sont souvent le fait de petits groupes, d'associations, de jeunes ou de classes, et que le bénévolat y tient une place importante. Proportionnellement, ils mobilisent donc davantage de personnes qui participent activement, contribuant ainsi très concrètement à aborder et diffuser les thèmes traités.

4 Projets scolaires

La fondation *éducation21* assure l'évaluation, le suivi et la gestion administrative des projets scolaires dans les domaines de la prévention du racisme et de l'éducation aux droits de l'homme. Pour formuler ses recommandations (soutien ou rejet du projet), elle s'appuie sur une commission d'experts externes.

Prévention du racisme

En 2017, 21 projets scolaires de prévention du racisme ont été acceptés, pour un montant total de 270 200 francs. 30 demandes avaient été déposées dans ce domaine, soit un peu plus qu'en 2016 (26).

Cinq venaient d'une école et 25 d'acteurs extrascolaires qui élaborent des offres à l'intention des écoles. Seize étaient issues de Suisse alémanique et quatorze de Suisse romande.

Sur la forme, les projets bénéficiant d'une aide financière étaient très diversifiés, allant de productions radiophoniques et théâtrales à des interventions dans des écoles en passant par des ateliers, des expositions, des semaines thématiques ou la création de matériel pédagogique.

Sur le fond, lesdits projets scolaires abordaient le vivre ensemble, l'apartheid, la diversité, le respect, l'identité et les valeurs, la migration, la communication interculturelle, le rapport à l'Autre, à ce qui est différent et aux préjugés, les mécanismes de discrimination, l'esclavage et le colonialisme ainsi que le racisme et les différentes formes de discrimination au quotidien.

Éducation aux droits humains

En 2017, dix projets ont été soutenus dans le cadre des aides financières pour l'éducation aux droits humains, pour un montant total de 44 850 francs. Le nombre de projets approuvés a donc doublé par rapport à l'année précédente, une forte augmentation qui peut notamment s'expliquer par les mesures prises en 2017 pour améliorer la visibilité et encourager la promotion de l'éducation aux droits humains sur le portail de la fondation *éducation21* et d'autres canaux de communication (flyer, p. ex.).

Sur les dix projets susmentionnés, quatre venaient de Suisse alémanique (30 150 francs), trois de Suisse romande (6700 francs) et trois du Tessin (13 000 francs).

Ces projets visaient notamment la création d'une exposition et du matériel didactique correspondant sur le thème de l'égalité juridique et de la discrimination sur la base de l'histoire des Juifs de Suisse, l'organisation d'un colloque à destination des enseignants, l'élaboration de modules d'enseignement sur le thème de la participation, la création d'une cabine projetant des vidéos consacrées à l'impact de la guerre, de l'exil et des persécutions sur la 2^e génération des exilés, la création de productions théâtrales et l'intervention d'acteurs extrascolaires en classe.

Les projets relatifs aux droits humains approuvés en 2017 s'adressaient à tous les niveaux scolaires (cycles 1, 2 et 3, formation professionnelle et gymnase).

Autres activités dans les domaines de la prévention du racisme et de l'éducation aux droits humains

En 2017, la fondation *éducation21* s'est investie dans d'autres domaines de la prévention du racisme et de l'éducation aux droits humains, qui n'étaient pas couverts par les aides financières du SLR. Son cahier des charges comprend l'évaluation de matériel didactique, la formation et le perfectionnement du corps enseignant et les conseils pédagogiques prodigués à différents acteurs. En parallèle, elle a soutenu et réalisé différents projets :

- Publication d'un dossier thématique (désormais appelé « zoom ») consacré aux droits de l'enfant
- Expertise du projet *Dictionnaire des droits de l'enfant*
- Préparation et présentation de bonnes pratiques dans les domaines de la lutte contre la discrimination, de la participation, de la migration et de l'autonomisation
- Élaboration de matériel pédagogique pour les films *Radio Amina* et *The true cost*
- Organisation d'une campagne sur les droits de l'enfant : conseil/expertise, création et envoi de matériel pédagogique, adaptation du site Internet
- Production d'un outil pédagogique *Aufbrechen, Ankommen, Bleiben*
- Élaboration et réalisation des cours « Bildung für nachhaltige Entwicklung, Menschenrechte und Agenda 2030 », « Wo kommst Du denn her? Für einen bewussten Umgang mit kultureller Differenz im Klassenzimmer », « Menschen- und Kinderrechte in Filmen und anderen Unterrichtsmedien », « Interkulturalität und Diskriminierungsprävention », à l'intention des enseignants
- Évaluation de l'offre de formation d'acteurs extrascolaires dans le domaine des droits humains, des droits de l'enfant et de la prévention du racisme
- *Réseau d'écoles21* : élaboration du dossier thématique *Citoyenneté et droits humains* du nouveau site Internet (<http://www.reseau-ecoles21.ch> > EDD > [Citoyenneté et droits humains](#)) : textes de base, outils et exemples de pratiques pour les écoles, en trois langues.

- Participation au groupe de suivi du projet de recherche *Partizipation stärken - Schule entwickeln (PasSe)* de la Haute école pédagogique de Zurich
- Rencontres du réseau d'acteurs extrascolaires dédiée au thème de la participation
- Publication de différents témoignages relatifs à l'éducation aux droits humains et à la prévention du racisme dans les écoles
- Publication de la revue de pratiques *ventuno* consacrée à la solidarité (parution en février 2018)

Parallèlement, la fondation *éducation21* a actualisé son site Internet, réalisé différents entretiens et collaboré avec plusieurs médias spécialisés. Outre les mesures de communication précitées dans le domaine de l'éducation aux droits humains, elle a notamment réalisé plusieurs contributions destinées aux réseaux sociaux.

5 Relations publiques

Relations avec les médias et manifestations publiques

Les collaborateurs du SLR interviennent lors de conférences, présentent le travail du SLR lors de séances d'information organisées par les cantons, les communes ou les ONG et participent à des formations continues et à des rencontres de travail sur leurs thématiques. Le SLR intervient par ailleurs dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme, qui a lieu en mars et au cours de laquelle un grand nombre de projets qu'il soutient sont réalisés.

Le SLR participe à de nombreux groupes de travail interdépartementaux, est représenté dans le groupe de suivi des programmes d'intégration cantonaux (PIC) et participe aux rencontres bilatérales entre la Confédération et les délégués cantonaux à l'intégration.

Internet et presse écrite

Entièrement remanié, le site Internet trilingue du SLR est en ligne depuis mai 2017. Les améliorations techniques permettent de le consulter plus facilement sur les tablettes et les smartphones. La migration vers un nouveau système de gestion de contenu (CMS) et la publication des nouveaux contenus achevée à la mi-2017 font qu'il n'est pas possible de présenter de chiffres relatifs à la consultation des différentes pages du site.

Par ailleurs, le portail d'information de l'administration fédérale (www.news.admin.ch) a envoyé à trois reprises aux personnes abonnées des communiqués traitant de la lutte contre le racisme et la discrimination.

En 2015, une nouvelle rubrique intitulée *En bref – Aperçus par thème* a fait son apparition sur le site. Elle vise à faire connaître plus largement le rapport sur le racisme en Suisse, publié tous les deux ans par le SLR, en en reprenant les différents thèmes et en les développant séparément. En 2017, c'est le thème de la participation à la vie en société qui a été abordé.

Le SLR a également publié des articles dans les revues et les médias de services apparentés (p. ex dans la revue *Tangram* de la CFR et dans la newsletter *Intégration* du SEM).

6 Service spécialisé Extrémisme dans l'armée

Le service spécialisé Extrémisme dans l'armée (S spéc EX A)^[1] est le service d'annonce et de conseil en matière d'extrémisme dans l'armée. Il propose des prestations de conseil, de formation, de sensibilisation et d'information. Il assiste et conseille également le personnel de l'armée, le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports ainsi que ses cadres en matière de prévention de l'extrémisme.

En 2017, sans compter les questions des médias et les travaux en lien avec le Parlement, le S spéc EX A a traité 42 signalements et demandes. Sur les 32 dossiers qui concernaient des cas potentiels d'extrémisme violent, 66 % (soit 21 dossiers) ont été annoncés pour un lien supposé avec l'extrémisme de droite, 25 % (8 dossiers) pour un lien supposé avec l'extrémisme pour motifs djihadistes et 9 % (3 dossiers) pour un lien supposé avec l'extrémisme ethnonationaliste.

Dans le domaine de la sensibilisation, ce sont tous les aspirants officiers de carrière, chefs de section, commandants d'unité, commandants d'école de recrues, adjudants de bataillon, adjudants d'état-major ainsi que les aspirants de la police militaire qui ont participé à l'une des quatorze séances de sensibilisation ou de formation proposées. Au total, comme lors des années précédentes, plus de mille cadres de l'armée et collaborateurs de l'administration militaire ont assisté à une séance de sensibilisation en 2017.

7 Perspectives 2018

En 2018, le SLR mettra l'accent sur les domaines suivants :

Monitoring et rapports :

- Rapport de la Suisse à l'intention de la CERD (responsabilité DDIP)
- Visite de la délégation du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (responsabilité DDIP)
- Enquête *Vivre ensemble* en Suisse : évaluation approfondie des résultats de la première enquête, évaluation de l'enquête intermédiaire sur le racisme Anti-Noirs, réalisation de la deuxième enquête et préparation de l'enquête intermédiaire consacrée au mode de vie nomade
- Rencontre entre les services collectant des données

Amélioration de la protection juridique contre la discrimination :

- Conférence dédiée à l'avenir des offres cantonales de conseil
- Guide juridique en ligne : adaptations, compléments et lien avec le recueil de décisions de justice de la CFR, ajout du chapitre dédié au mode de vie nomade
- Adaptation et traduction d'un guide allemand consacré aux centres de conseil et plus particulièrement au triage

Assurance-qualité dans le domaine de la protection contre la discrimination :

- Séminaire sur le racisme anti-Noirs
- Séminaire sur la protection spécifique contre la discrimination
- Séminaire sur la Semaine contre le racisme

^[1] Pour des raisons de synergie et d'efficacité, ce service a été rattaché au SLR sur le plan administratif en août 2005. Il travaille cependant exclusivement pour l'armée et répond de son activité au Chef du personnel de l'armée au Commandement de l'instruction.